



POINTS DE REPÈRE 2017

VIE INSTITUTIONNELLE

✓ **Bureaux**

Brazzaville, 25 mars 2017

Attribution de subventions pour un montant de 1.166.500 €.

La réunion du Bureau a été marquée par la prise de position unanime des maires en faveur de leur collègue Khalifa SALL, Maire de Dakar, Secrétaire général de l'AIMF, Président de CGLUA, mis en difficulté.

En marge de cette rencontre, a été tenue une réunion sur la mise en réseau des capitales et métropoles de la CEMAC. Des journalistes concernés par la prise en compte des problématiques locales par les médias ont été conviés.

Montréal, 22 juin 2017

Attribution de subventions pour un montant de 1.220.000 €.

✓ **37^e Assemblée générale à Montréal, 22 juin 2017**

L'Assemblée générale de Montréal a eu deux objectifs :

- Rapprocher l'AIMF et Metropolis, réseau de métropoles du monde
- Mettre l'accent sur l'engagement conjoint des élus locaux et des femmes chefs d'entreprise, pour renforcer la singularité des espaces régionaux et les obstacles qui handicapent leur développement
- Attribution du Prix de la Femme francophone à Cyrine BEN ROMDHANE BEN MLOUKA, Trésorière de la Chambre Nationale des Femmes Chefs d'entreprises de l'UTICA.
- Constitution du Réseau des femmes leaders maghrébines (RFLM).

- Six axes de réflexion ont structuré cette Assemblée générale :
 1. *L'engagement des femmes dans l'intégration régionale* : sensibiliser les réseaux de femmes et les réseaux d'élus à la nécessité de collaborer avec de nouvelles formes de dialogue
 2. *La mobilisation des médias et des journalistes pour la prise en compte des problématiques des autorités locales*
 3. *Le rôle des élus locaux face au changement climatique*
 4. *Les finances locales* : avec un débat sur les observatoires fiscaux locaux afin d'encourager le dialogue et le partage d'information entre les partenaires publics et privés.
 5. *Le statut de l'élu local et la fonction publique territoriale*
 6. *Les services essentiels*

PARTICIPATION ET REPRÉSENTATION DES MEMBRES AUX SOMMETS ET RENCONTRES INTERNATIONALES

✓ **Francophonie :**

- Conseils permanents de la Francophonie, à Paris les 29 mars, 11 juillet et 24 novembre 2017
- Conférence ministérielle de la Francophonie, à Paris le 25 novembre 2017
- 8^{ème} Jeux de la Francophonie, à Abidjan, du 21 au 30 juillet 2017
- Conférence des Femmes de la Francophonie, Bucarest, 1^{er} et 2 novembre 2017

✓ **Sommet sur la planification familiale, organisé par l'ONU et la Fondation Bill & Melinda Gates, Londres, juillet 2017**

- ✓ **5^{ème} édition des Assises de la coopération décentralisée organisées par le Comité des régions de l'Union européenne, Bruxelles, 10 et 11 juillet 2017 : table ronde organisée par l'Association des Régions de France et l'AIMF sur le thème : « Statut et renforcement des capacités des élus et des administrations locales. Quelles évolutions ? Quel rôle pour la coopération décentralisée ? »**

- ✓ Parution de la revue « Raisonance » sur le thème : « La ville féconde »
- ✓ Hors-série Raisonance : bilan 2016
- ✓ Publication d'un cahier de réflexion des Maires francophones sur le thème « Les nouveaux lieux d'innovation : des accélérateurs économiques et de citoyenneté pour les villes
- ✓ Publication d'un cahier d'information sur « Les interventions de l'AIMF en Afrique centrale et des Grands Lacs »
- ✓ Publication d'une chronique mensuelle en ligne, afin de penser la gestion de la diversité à l'échelle des villes et partager les moyens concrets développés par les villes québécoises pour relever les défis interculturels auxquels elles sont confrontées.

PARTENARIATS AVEC LES UNIVERSITÉS

- ✓ APERAU (Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme) et CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers)
 - Appui scientifique sur les réflexions et publications sur les expériences menées : Raisonance : congrès de Montréal
 - Enquête d'étudiants sur le patrimoine de Porto-Novo
- ✓ Urbanistes du Monde : études sur le financement des villes du Sud

SÉMINAIRES, COLLOQUES, RENCONTRES ET PLAIDOYERS ORGANISÉS PAR L'AIMF

- ✓ **Construction de plaidoyers dans le cadre du Partenariat stratégique AIMF/Union européenne**

Ces groupes de plaidoyers regroupent Maires, Présidents des associations nationales d'Élus locaux, Parlementaires, ministères sectoriels concernés, personnalités en charge du suivi des dossiers concernés à la Primature et à la Présidence de la République des pays ciblés, cadres territoriaux et urbanistes des pays cibles, journalistes.

 - **Finances locales** : Donner aux autorités locales les moyens financiers pour assurer leurs missions et répondre aux enjeux auxquels elles sont confrontées.
 - **Grand-Bassam** (Côte d'Ivoire) : 10 au 12 mai 2017
 - **Yaoundé** (Cameroun) : 8 au 10 juin 2017
 - **Ouagadougou** (Burkina Faso) : 7 et 8 octobre 2017
 - **Statut de l'élu et de la fonction publique et territoriale** : Donner aux responsables qui exercent la décentralisation et le développement local au quotidien, les moyens juridiques, administratifs, financiers et la protection nécessaires pour qu'ils puissent assurer leur mission.
 - **Services essentiels (eau, assainissement, déchets)** : Travailler en synergie pour rendre plus efficace la gestion des services essentiels et en améliorer l'accès pour les populations.
 - **Cameroun** :
 - **Yaoundé** : 2 ateliers nationaux, 23 février 2017 et 8 et 9 juin 2017 et un atelier régional le 28 mars
 - **Bangangté** : atelier régional le 10 avril 2017
 - **N'Gaoundéré** : atelier régional le 25 avril 2017
 - **Douala** : atelier régional le 16 mai 2017
 - **Côte d'Ivoire** :
 - **Abidjan** : ateliers pour le lancement, point d'étape et restitution des études, 24 mars et 20 avril 2017
 - **Grand-Bassam** : atelier pour le lancement, point d'étape et restitution des études, le 11 mai 2017
- ✓ **Soutien au réseau des maires des villes de la CEMAC**

Rassembler les villes du Cameroun, du Congo (Brazzaville), du Gabon, de la Guinée équatoriale, de la République centrafricaine et du Tchad.

 - **Brazzaville**, 24 au 26 mars 2017 : Élection des membres du bureau du réseau
 - **Libreville**, 26 et 27 octobre 2017 : Assemblée générale
- ✓ **Appui à l'Association des Villes et Communes de l'océan Indien**
 - **Port-Louis**, 31 octobre 2017 : entretien avec le Secrétaire général de la COI

- **Saint-Denis de la Réunion**, 2 et 3 novembre 2017 : élection du nouveau Bureau, recrutement du Secrétaire exécutif

- ✓ **Appui à l'Association Nationale des Communes de Guinée (ANCG)**
Projet lancé le 1^{er} janvier 2017 dans le cadre du Programme d'Appui sectoriel à la Décentralisation et à la Déconcentration, pour une durée de 2 ans et d'un montant de 560.000 €
 - **Conakry**, 5 et 6 décembre 2017 : réunion des maires

- ✓ **Appui à l'Association des villes de la République de Djibouti**. Montant : 1.000.000 €
 - **Djibouti**, 22 au 25 novembre 2017 : réunion des Maires
 - **Djibouti**, 30 novembre 2017 : signature de la convention avec l'Union européenne

- ✓ **Appui à l'Association des Villes et Communes du Bénin – Programme PAACOL-Bénin**
Opérationnaliser le plan stratégique quinquennal 2015-2019 de l'ANCB en renforçant la capacité de plaidoyer, d'appui-conseil aux communes et d'opérateur de projets de la faïtière nationale. Le PAACOL-Bénin a débuté en 2017 pour une durée de 3 ans avec un budget de 1,133 million d'euros.

- ✓ **Appui à la Plateforme des Autorités locales des Pays des Grands Lacs (Burundi, République démocratique du Congo et Rwanda)**
Mise en œuvre de projets concrets en faveur des pêcheurs du Lac Kivu à Goma et à Rusizi, en faveur des agriculteurs et des commerçantes frontalières à Rubavu.
Mise en place de la « Caravane des Grands Lacs » qui a pour mission d'identifier l'ensemble des initiatives locales réalisées en faveur de la paix, de l'intégration et du développement de la région des Pays des Grands Lacs.
Soutien à la filière pêche du Lac Kivu.
 - **Bujumbura**, 14 et 15 novembre 2017 : réunion des Maires

- ✓ **Genre et autonomisation des femmes**
 - **Montréal**, 22 juin 2017 : remise du Prix de la Femme francophone à Madame Cyrine BEN ROMDHANE BEN MLOUKA ; création du réseau des femmes leaders du Maghreb (RFLM) ; création du réseau des « Amies de l'AIMF »
 - **Appui financier du REFELA** pour assurer sa représentation à l'international, notamment à la COP 23
 - **Niamey**, 20 au 23 février 2017 : réunion de la Commission permanente présidée par Bordeaux, sur la formation en entrepreneuriat et en gestion des entreprises de 30 femmes entrepreneures de la ville de Niamey en vue de renforcer leurs capacités en entrepreneuriat, en management des entreprises mais aussi en leadership.

- ✓ **Développement durable**
 - **Lausanne**, 15 et 16 mai 2017, réunion de la Commission permanente « Villes et développement durable », présidée par la ville de Lausanne, en partenariat avec les réseaux de villes tels que ICLEI, CGLUA, CCRE et des ONG locales. Les travaux se sont concentrés sur la Convention des Maires d'Afrique au Sud du Sahara constituée en 2008, à l'initiative de l'Union européenne, avec pour objectif de réunir les Maires engagés dans la lutte contre le changement climatique et les projets qui lui sont associés.

- ✓ **Vivre ensemble**
 - **Montréal**, 20 juin 2017, 2^{ème} réunion de travail de la Commission permanente sur le « Vivre ensemble », présidée par la ville de Montréal qui a mis en œuvre la possibilité d'explorer plus en détail la manière de soutenir une ville dans le développement d'une politique sur le vivre ensemble.

- ✓ **Valorisation du patrimoine culturel et urbain**
 - **Vietnam, Cambodge, Laos** : Mise en réseau des villes francophones de l'ASEAN pour rapprocher les villes historiques dans la région du Sud-Est asiatique et soutien des activités.
 - **Hué**, 13 et 14 décembre 2017 : Réunion des villes membres

- ✓ **Valorisation de l'innovation dans la gouvernance urbaine**
 - **Tbilissi**, 17 et 18 mai 2017 : 7^{ème} Rencontre de la Commission permanente Villes innovantes, présidée par la ville de Nantes, sur le thème des Villes innovantes et développement durable

- ✓ **Appui à la mise en place d'un réseau des collectivités locales du Maghreb**
 - **Tunis**, 25 et 26 septembre 2017 : conférence internationale organisée en collaboration avec la Fédération nationale des villes tunisiennes (FNVT), le Réseau des femmes leaders du Maghreb (RFLM), autour du thème « Partenariat Public/Privé : pour des villes maghrébines globales et solidaires. »

✓ **Rappel des accords internationaux au service du développement local**

- **Suivi de la première phase de l'Accord cadre de partenariat « AIMF – Commission européenne 2015-2020 »**, signé le 28 janvier 2015, à Bruxelles, par la Présidente de l'AIMF, Madame Anne Hidalgo, et le Commissaire européen au Développement, Monsieur, Neven Mimica.
- **Initiative pour l'amélioration des services urbains clés dans les secteurs sociaux. Présentation du partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates 2017-2021** signé en mars 2017, sur la base d'un programme de travail quadriennal précis et chiffré.

✓ **Éducation et formation**

- **Cameroun** (Yaoundé, Douala, Dschang, Ebolowa, Bertoua, Garoua, N'Gaoundéré, Édéa et Bamenda) : formation à l'ESS

✓ **Mobilisation des recettes et modernisation de la gestion financière des villes francophones**

L'AIMF a développé une démarche intégrée pour améliorer la mobilisation des ressources des villes fondée sur des projets d'adressage. Tout en privilégiant la composante fiscale de l'opération d'adressage proprement dite, trois autres activités sont menées en parallèle : la modernisation des services financiers et comptables, la mise en place d'un observatoire fiscal et la capitalisation de l'opération.

En 2017, le logiciel SIM_ba a été traduit en anglais pour l'adapter aux communes anglophones du Cameroun.

En juin 2017, les sources du logiciel sont officiellement remises au gouvernement camerounais à l'occasion d'une manifestation et en présence du Ministre de l'Intérieur.

- **Vientiane**, projet de 140.000 €. Lancement opérationnel en avril 2016 suite à une mission d'appui technique de la cellule d'adressage de Pointe-Noire.
Mission de formation pour la définition du plan de panneautage et pour l'élaboration de la carte des rues organisée en mai 2017
- **Porto-Novo**, projet de 350.000 €, avec une contribution de 100.000 € de la ville. Lancement opérationnel en juin 2015 avec un appui technique de la cellule d'adressage de Pointe-Noire. L'achat et la pose des plaques devraient s'achever avant décembre 2017.
- **Douala** : modernisation des services financiers : Appui à la mise en place d'une SEM patrimoniale. La seconde phase de l'opération a été engagée (mai à décembre 2017). Elle aboutira à la création effective de la SEM.
- **Comores** : informatisation de la chaîne budgétaire et comptable avec le logiciel SIM_ba du Ministère des Finances de l'Union des Comores et des 3 îles autonomes (Ngazidja, Anjouan et Mohéli). Projet financé par la Banque Mondiale.
Réalisation d'un guide des processus budgétaires et comptables constitués de 15 fiches validées par l'État comorien.
- **Burkina-Faso (Bobo-Dioulasso, Banfora, Dédougou et Tenkodogo)** : mission de suivi des communes équipées par SIM_ba par les informaticiens de Bobo-Dioulasso.
- **Togo** : mission de suivi de la ville de Lomé équipée par SIM_ba
- **Mali (Bamako, Ségou, Kayes, Sikasso et Koulikoro)** : mission de suivi des communes équipées par SIM_ba par un expert local
- **Djibouti** : mise en œuvre de deux projets d'appui : appui national à la décentralisation doté d'une enveloppe de 12 millions d'euros et projet d'appui aux collectivités locales de Djibouti doté d'une enveloppe de 950.000 €

✓ **État civil**

- **Madagascar** : poursuite des projets d'informatisation de l'état civil d'Antananarivo, d'Antsirabe et de Diégo-Suarez

En 2017, l'AIMF a géré plus d'une quarantaine de projets financés par le Fonds de coopération. Pour les mettre en œuvre et assurer leur suivi, elle a décaissé, en 2017, près de 3 millions d'euros pour ces projets d'équipement urbain, sur un total d'investissement hors fonctionnement de plus de 8 millions d'euros.

1. Nouveaux projets votés en 2017

REUNION DE BUREAU BRAZZAVILLE - 25 MARS 2017				
Villes	Pays	Thèmes	Titres	Subvention
Gitega	Burundi	Aménagement urbain	Réhabilitation du marché de Kabasazi	145.000 €
Kananga	R. D. Congo	Culture	Construction et aménagement de la Maison de la Culture (2 ^{ème} tranche)	49.000 €
Libreville	Gabon	Santé	Construction du centre de santé de l'arrondissement 5 (2 ^{ème} tranche)	102.500 €
Rubavu	Rwanda	Développement économique	Appui aux maires et aux populations frontalières du Lac Kivu	30.000 €
Rusizi	Rwanda	Développement économique	Appui aux maires et aux populations frontalières du Lac Kivu	75.000 €
GI - Mono	Bénin	Développement économique	Amélioration des ressources financières propres du GI-Mono	100.000 €
Ouahigouya	Burkina Faso	Aménagement urbain	Élevage en milieu urbain : recherche, diagnostic, sensibilisations, communication, plaidoyer, en vue d'un déplacement effectif de l'élevage domestique dans des aires spécifiques	50.000 €
Siem Reap	Cambodge	Assainissement liquide	Études préalables en vue de structurer et d'optimiser le secteur de l'assainissement non collectif sur le territoire de la province	15.000 €
Majunga	Madagascar	Assainissement liquide	Extension de la filière assainissement de Majunga à travers sa structuration, l'innovation et le développement des compétences locales	100.000 €
Casablanca	Maroc	Eau et assainissement	Alimentation en eau et en assainissement sur la commune de Bouskoura (habitat précaire du Grand Casablanca)	100.000 €
Lubumbashi	R.D. Congo	Développement durable	Résilience au changement climatique : gestion durable des ressources en eau, des forêts et du patrimoine arboré urbain	100.000 €
Toutes villes	Tous pays	Culture	Soutien à la mission « Ville, cinéma et jeunesse francophone »	50.000 €
Toutes villes	Tous pays	Assainissement / Santé / Urgence	Programme « initiative des services urbains clés dans les secteurs sociaux » en partenariat avec la Fondation Bill & Melinda Gates	100.000 €
Toutes villes	Tous pays		Expertise	150.000 €
RÉUNION DE BUREAU DE MONTRÉAL - 21 juin 2017				
Villes	Pays	Thèmes	Titres	Subvention
Hué	Vietnam	Patrimoine / Assainissement	Réhabilitation et aménagement patrimonial des lacs Vo Sanh et Tan Mieu dans la citadelle de Hué	105.000 €
Vientiane	Laos	Assainissement	Structuration et gestion de la filière des boues de vidanges	150.000 €
Byblos	Liban	Culture / Tourisme	Maison du tourisme	100.000 €
Garoua	Cameroun	Développement économique / Genre	Autonomisation des femmes	66.000 €
Abidjan	Côte d'Ivoire	Équipement urbain / Culture	Élargissement et programmation de la Médiathèque Niangon, Maison des jeunes et des savoirs à Yapougon	150.000 €
Erevan	Arménie	Culture / Patrimoine / Tourisme	Conservation et mise en valeur d'Erébouni avec dynamisation et diversification de l'offre touristique	150.000 €
Nikki	Bénin	Culture / Patrimoine / Tourisme	Mise en route de l'office de tourisme de la commune et activités d'IEC	100.000 €
Rosso	Mauritanie	Eau / Assainissement	Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la commune de Rosso PK7 Legdem	100.000 €
Tahoua	Niger	Aménagement urbain	Aménagement, protection et régulation de l'espace aquatique de Babayé	150.000 €
Toutes villes	Guinée et Bénin		Co-financement nouveaux projets européens	99.000 @
Toutes villes	Tous pays		Expertise	50.000 €

2. Projets terminés en 2017

Villes	Pays	Thème	Projet	Total projet
Parakou	Bénin	Services essentiels	Gestion de la filière des déchets	153.883 €
Union des communes du Zou	Bénin	Éducation / Villes écoles	Construction de 9 salles de classes	331.000 €
Nikki, Téliélé, Grand Bassam	Bénin, Guinée, Côte d'Ivoire	Culture / Patrimoine / Équipement	Patrimoine culturel et développement local	625.000 €
Praia	Cap Vert	Services essentiels	Amélioration durable de l'environnement et des conditions de vie du quartier de Vila Nova	590.000 €
Moroni	Comores	Équipement urbain / Développement économique	Agrandissement du marché	33.000 €
Fianarantsoa	Madagascar	Services essentiels	Cap'Eau	684.939 €
Tombouctou	Mali	Culture / Patrimoine / Équipement	Revitalisation du tissu socioéconomique	150.000 €
Maradi	Niger	Services essentiels	Gestion de la filière d'assainissement	310.000 €
Goma	R.D. Congo	Développement économique / Aménagement urbain	Appui à la pêche de Kituku	313.043 €
Kigali	Rwanda	Équipement public	Système de communication de masse	392.300 €
Dakar	Sénégal	Culture / Formation	Renforcement de la Maison des Cultures urbaines	44.450 €
Louga	Sénégal	Services essentiels	Appui à la gestion des services de base	411.000 €
Tunis	Tunisie	Culture / Patrimoine / Équipement	Aménagement urbain et réhabilitation de 3 cimetières	600.000 €
Tunis	Tunisie	Santé	Équipement du Centre de santé de la mairie	158.000 €
Tunis	Tunisie	Santé / Jeunesse	Programme d'appui à la lutte contre la dépendance à la drogue	30.000 €
Villes francophones	Tous pays	Culture / Patrimoine	Appui à la structuration d'une « Journée francophone du patrimoine et de la Culture »	100.000 €



Déclaration de Montréal

LES VILLES, FERS DE LANCE POUR RELEVER LES DEFIS LOCAUX ET GLOBAUX ET METTRE EN ŒUVRE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Nous, Maires et représentants de villes et agglomérations métropolitaines de tous les continents,

Réunis à Montréal du 19 au 22 juin 2017 dans le cadre, d'une part, du XIIe Congrès mondial de Metropolis, l'Association mondiale des grandes métropoles et, d'autres part, de la 37^{ème} Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones (AIMF),

Auxquels se sont joints Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) ainsi que d'autres grands réseaux internationaux de villes que sont C40 Cities Climate Leadership Group et ICLEI,

Considérant que près de soixante pour cent de la population mondiale habite déjà dans des agglomérations urbaines et que cette proportion va en croissant,

Considérant que les grands enjeux globaux tels que le développement économique, le changement climatique et la migration ont une importante portée locale et affectent les populations urbaines, de même que les enjeux locaux tels que la gestion environnementale et la biodiversité, la cohésion sociale et la sécurité ont également des répercussions à l'échelle mondiale,

Considérant que les objectifs établis par la communauté internationale pour relever les défis auxquels la population mondiale est confrontée ne sauraient être relevés sans l'implication et l'engagement des métropoles et de l'ensemble des villes et gouvernements locaux du monde,

Considérant que les femmes et leurs réseaux ont un rôle éminent à jouer auprès des gouvernements locaux, eu égard à la dimension genre dans les politiques publiques, afin que celles-ci garantissent l'exercice effectif des droits de tous et de toutes, servent le vivre-ensemble, la prise en compte des solidarités locales et la protection du patrimoine environnemental :

Rappelons que les métropoles ainsi que les villes et gouvernements locaux sont des intervenants de premier plan en matière d'enjeux locaux et globaux,

Reconnaissons les responsabilités qui nous incombent, tant sur la scène locale que mondiale,

Affirmons notre détermination à exercer un leadership sur la scène mondiale en vue de contribuer à la résolution d'enjeux locaux et globaux qui affectent tant la population urbaine que l'ensemble de la population mondiale.

Réaffirmons notre rôle et notre détermination à assurer la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris sur le climat ainsi que la Déclaration du Sommet des élus locaux pour le climat, quel que soit le contexte politique international, ainsi que notre détermination à mobiliser une large coalition d'intervenants de tous les milieux afin d'assurer le succès de cet accord historique et vital pour l'avenir de notre planète et de l'humanité.

Affirmons que notre engagement à mettre en œuvre le Nouvel agenda urbain ainsi que l'ensemble des objectifs de développement durable des Nations Unies.

Affirmons tout particulièrement notre engagement à réaliser l'objectif 11 en matière de développement durable, à savoir faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.

Affirmons de plus notre détermination à développer des villes conçues par et pour leurs habitants, où une gouvernance métropolitaine participative et efficace renforce le développement économique, la durabilité, la cohésion sociale, l'égalité des genres et la qualité de vie.

Affirmons notre engagement plein et entier à ce que les femmes assument une place égale et effective dans la gouvernance des villes et gouvernements locaux ainsi qu'un leadership en matière de développement économique et social, et à ce qu'elles aient accès à tous les services sur une base égale.

Affirmons notre solidarité contre la violence et le terrorisme, ainsi que notre détermination à faire face aux violences urbaines à travers l'éducation, pour la coexistence et la paix.

Affirmons notre solidarité contre la violence et le terrorisme, ainsi que notre détermination à faire face aux violences urbaines à travers l'éducation, pour la coexistence et la paix.

Affirmons la force de la diversité, ainsi que notre engagement à promouvoir le vivre-ensemble.

Et, de plus,

Affirmons notre volonté de travailler en commun avec les institutions nationales et internationales,

Appelons les institutions nationales et internationales à reconnaître que les villes doivent disposer des pouvoirs et ressources à la hauteur de leur rôle et responsabilités.

Appelons les institutions nationales et internationales à reconnaître la place des villes aux tables de négociation et de concertation mondiales, ainsi qu'à développer des modèles de gouvernance conséquents aux rôles et responsabilités de celles-ci.



Appel de Montréal des femmes amies de l'AIMF

Dans un moment dominé par la tentation du repli sur soi et la peur de l'autre, la mobilisation de toutes et de tous est indispensable pour défaire les menaces, améliorer l'éducation et accroître la prospérité.

La force du réseau de l'AIMF réside dans sa capacité à déborder les frontières et les segmentations pour embrasser largement tous les thèmes relevant de la ville. Il peut donc prendre pleinement sa place dans le soutien à des initiatives qui renforcent l'activité des femmes, l'égalité entre hommes et femmes, la place des femmes dans le développement à venir.

Il est donc nécessaire de faciliter un dialogue entre les réseaux de femmes et les élus locaux afin que ceux-ci veillent à la prise en compte des attentes des femmes et que celles-ci contribuent, par la force de leur conviction, à la constitution de réseaux de villes au sein des organisations régionales. Leurs réseaux et ceux des villes doivent se répondre les uns les autres.

Ces constats sont partagés par un bon nombre des organisations des femmes leaders. Ainsi, le REFELA, qui met en réseau les femmes africaines élues locales, est convaincu de la nécessité d'une démarche étendue au monde. C'est pourquoi, il soutient l'appel de Montréal.

Aussi, les femmes leaders présentes la 37^{ème} Assemblée générale de l'AIMF, qui s'est tenue du 20 au 22 juin 2017 à Montréal,

Considérant que les Maires francophones ont fait du développement de leurs territoires un axe de leurs politiques publiques

Rappelant que, dans ce contexte, les femmes doivent être impliquées dans l'identification et la mise en œuvre de ces politiques publiques,

Demandent aux Maires membres de l'AIMF de :

- S'organiser en réseaux régionaux afin de contribuer à l'évolution sociale et économique des territoires
- Mobiliser l'ensemble des élus locaux de leur territoire
- Veiller à la prise en compte des attentes des femmes chefs d'entreprise et des femmes leaders en les associant aux instances de décisions des différents niveaux administratifs et économiques
- Favoriser l'essor de femmes chefs d'entreprise et de femmes leaders par des actions d'accompagnement aux initiatives existantes
- Assurer les conditions d'une meilleure autonomisation des femmes comme actrices incontournables d'un développement pérenne
- Veiller aux résultats des actions engagées en faveur des femmes lors des réunions des conseils locaux ou lors de leur bilan de mandat

Demandent à l'AIMF de :

- Apporter un appui technique et financier à la mise en réseau des villes appartenant aux organisations régionales telles que l'UMA, la CEMAC ou l'ASEAN
- Établir un diagnostic des blocages économiques, politiques, mais aussi sociaux, à l'autonomisation des femmes, en s'appuyant sur des études régionales adaptées
- Engager des actions de soutien aux initiatives des Maires en faveur des femmes
- Constituer un réseau dense des amies de l'AIMF dont l'objectif sera de conseiller le secrétariat permanent et d'insuffler une dynamique nouvelle, allant dans le sens d'un « pouvoir autrement »
- Mettre en place un observatoire du développement économique par les femmes avec ses critères et ses indicateurs.